

**FICHE INDIVIDUELLE A DESTINATION DES SERVICES D'EAU
PARTICIPANT A L'ETUDE CEP
DONNEES 2011**



Nom de la collectivité : Bresson

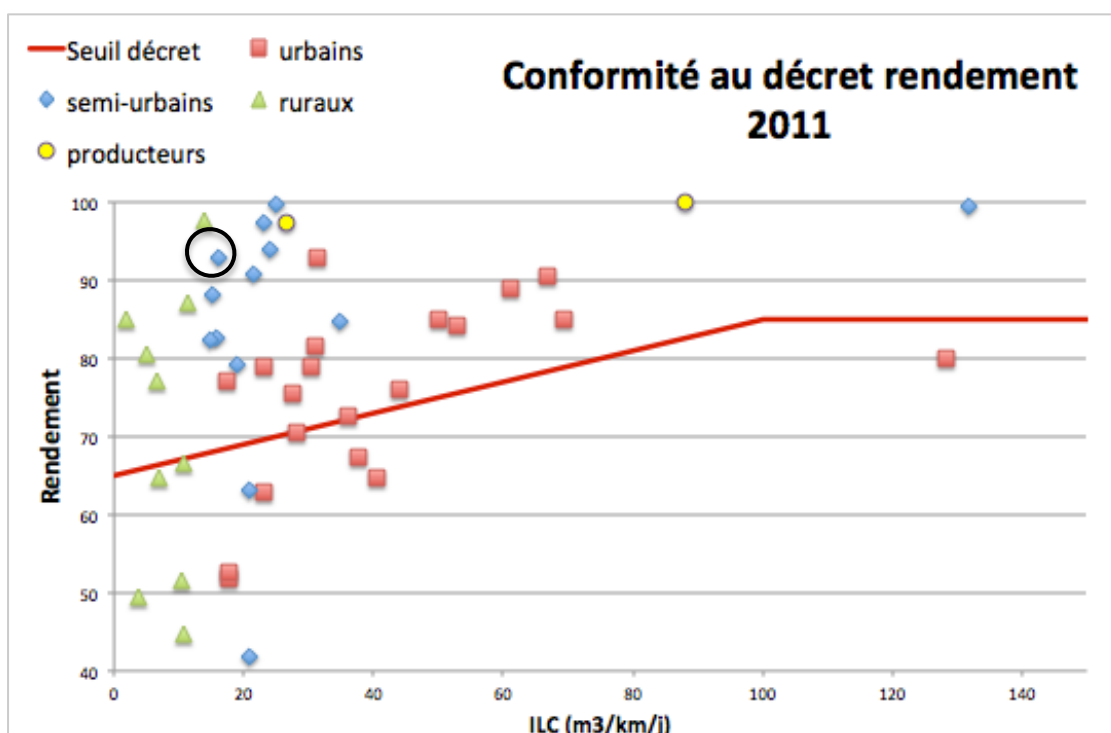
Type de collectivité : Commune

Les données présentées ci-dessous ont été renseignées par le service d'eau potable sauf celles marquées d'un astérisque « * ». Celles-ci ont été calculées à partir des données renseignées par les services, voir notice explicative.

COLLECTIVITE		PERIMETRE CEP
Généralités Abonnés : 367 ILC : 16,0 m ³ /km/j Habitants : 728 Densité habitants* : 73 hab/km Mode de gestion : <i>affermage</i> Branchements : 371 Date de règlement de service : Volume entrant: 63 Mm ³ 2008 Volume facturé: 58 Mm ³ Linéaire de réseau : 10 km Installation de traitement : <i>non</i>		Abonnés CEP : 170.733 Habitants CEP : 467.591 Linéaire total : 2.145 km Branchements : 98.355 Volume facturé : 30,2 millions m ³
Gestion Patrimoniale Ouvrages : Nombre total de compteurs : 371 Pourcentage de compteurs +12 ans : 6,2 % Linéaire renouvelé sur 5 ans : 0 km Pourcentage moyen renouvelé par an* : 0 % Connaissance de l'âge des réseaux : <i>oui</i>		Compteurs CEP : 173.954 % CEP (+12ans) : 37,1 % moyenne CEP : 1%/an moyenne nationale 2009 : 0,6%/an
Performance Rendement* : 93,0 % Indice Linéaire de Pertes* : 1,2 m ³ /km/j		Rendement CEP : 79,1% ILP CEP : 12,0 m ³ /km/j
Décret "rendement" : Niveau de connaissance du patrimoine : 50/100 Seuil de rendement imposé par le décret* : 68,2% Rendement 2011 : 93,0 % rendement lissé sur 3 ans* : 90,6% <i>Graphe de conformité des rendements en p2</i>		Moyenne CEP : 61/100 pts Seuil décret CEP : 72,8 % Rendement CEP : 79,1% Rendement CEP lissé : 78,4%
Branchements en plomb : Nombre de branchements en plomb restant connus : 32 Evaluation du coût de remplacement* : 57 600 € Estimation par le service d'eau de la fin des travaux : <i>non disponible</i>		Nombre CEP : 4.506 Total CEP : 9.787 k€
Données financières Recettes réelles totales de fonctionnement: 5,1 k€ Capacité d'autofinancement 2011* : 2,3 k€ Durée d'extinction de la dette 2011* : 0 année Prix 2011 du service d'eau potable (base 120m ³) : 1,02 €/m ³ Evolution du prix depuis 2008* : 6,6 % <i>Graphique d'analyse p2.</i>		CAF CEP : 9.000 k€ Extinction dette CEP : 5,4ans Prix moyen CEP : 1,14 €/m ³ Evolution CEP : +14,8 % Prix moyen national : 1,55€/m ³ (2009)

* calcul CEP, voir notice explicative

Graphique 1 : Conformité des rendements de 2011 par rapport aux exigences du décret



Bresson est entourée.

Elle est à interpréter au regard des réseaux de typologie semi-urbaine (losanges bleus). En 2011 son rendement était de 93,0% et dépassait de 25 points le seuil imposé par le décret "rendement". En 2008 (pas sur le graphique), son rendement était de 84%. Le rendement a donc fortement augmenté en quelques années, en dépit de l'absence de travaux de renouvellement menés sur le réseau.

En 2011, le niveau de rendement satisfaisait pleinement aux exigences réglementaires.

On notera que le rendement traduit moins l'état du réseau que les consommations de ses usagers. Pour mesurer la performance en matière de fuites, l'ILP est plus approprié, puisqu'il estime les pertes sur le réseau. L'ILP de Bresson est de 1,2 m³/km/j, et semble stable depuis quelques années (3 m³/km/j en 2008). En 2011, le réseau de Bresson présentait des fuites de très faible importance.

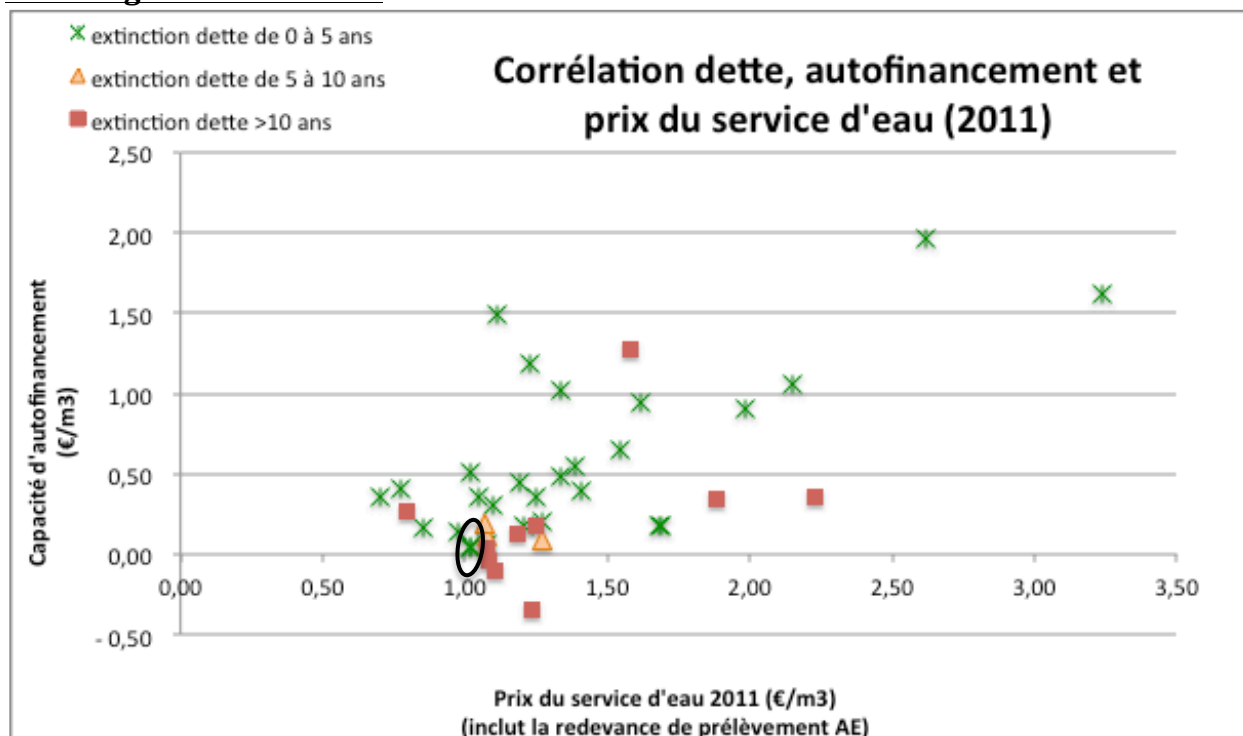
Avec ce niveau de performance, le service d'eau de Bresson peut consacrer ses efforts à d'autres priorités que la recherche de fuites.

On peut envisager l'amélioration du degré de connaissance du réseau. Le service a en effet une connaissance non exhaustive de son patrimoine (indice à 50/100)

Outre l'enjeu réglementaire que constitue désormais la connaissance du patrimoine avec le décret "rendement", cette connaissance permet à de nombreux services d'eau d'identifier les zones fragiles car vieillissantes du réseau d'eau et d'anticiper les futurs pics de renouvellement grâce à une pyramide des âges.

On notera enfin que 32 branchements en plomb étaient connus sur le réseau au moment de l'enquête et le parc de compteur semble très jeune (6,2% des compteurs ont plus de 12 ans). Ultérieurement, la collectivité devra juste surveiller que le vieillissement des compteurs ne soit pas simultané pour éviter que le parc ne présente soudainement des risques élevés de sous-comptage.

Graphique 2 : Dette, autofinancement, prix du service eau potable : vision globale des marges de manœuvre



Le graphe ci-dessus propose de croiser 3 données financières : le niveau de dette, l'autofinancement (en ordonnée, qui inclut les montants d'assainissement et d'agence de l'eau) et le prix du service d'eau, base 120m³ (en abscisse).

Bresson est entourée.

Son extinction de dette est nulle (inférieure à 5 ans, étoile verte) et elle dégagait en 2011 un autofinancement de 0,04 €/m³ facturé, pour un prix de l'eau de 1,02 €/m³. Cela traduit *a priori* une relative santé financière du service d'eau.

En effet, le prix pratiqué est relativement faible et permet de dégager un autofinancement limité de 4 cts/m³ facturés. Cela correspond à 2 k€ en 2011. Cela s'explique par une gestion en affermage qui affranchit la collectivité de la gestion du fonctionnement et d'une très bonne performance du réseau qui limite les besoins d'investissement à court terme.

Le niveau de dette est inexistant (0€ en 2011). On pourra corrélérer l'absence totale de dette au fait que le service d'eau n'a engagé aucune opération de renouvellement entre 2008 et 2011 (0 km renouvelé).

Quelles marges de manœuvre en cas de besoin d'investissement ?

S'il devait financer de nouveaux travaux, le service pourrait soit s'autofinancer, soit contracter un nouvel emprunt. L'autofinancement semble trop limitée pour financer des travaux de renouvellement (CAF = 2k€ en 2011, 10k€ en 2010). S'il est besoin de dégager davantage d'autofinancement, Bresson dispose d'une assez grande marge de manœuvre en termes d'augmentation du prix de l'eau. Cette solution serait intéressante pour des investissements réguliers à moyen terme.

Pour un investissement ponctuel, une grande marge de manœuvre semble également disponible en matière d'emprunt.

A long terme, afin d'anticiper les possibles pics de renouvellement dus au vieillissement simultané des conduites, et dans le cadre des préconisations de la Directive Cadre Européenne 200/60/CE, le service peut envisager la possibilité de provisionner pour financer ces futurs travaux.